

«Avec nos économies, on tient un mois»

Solidarité Les distributions de colis alimentaires voient affluer femmes de ménage, cuisiniers et chauffeurs de taxi asphyxiés par la crise. Reportage.

Distribution de nourriture par l'association Partage Riviera. Les distributions alimentaires font face à un gros afflux de nouveaux venus. Image: Jean-Paul Guinnard

[Par Chloé Banerjee-Din](#) ABO+ Mis à jour à 17h17

Le constat est unanime. Depuis une dizaine de jours, les associations vaudoises qui distribuent des colis alimentaires sont submergées par la demande. «Cette semaine, c'était ingérable. Nous avons dû dire non à 40 familles», s'alarme Jean de Dieu Rudacogora. Aumônier au sein de l'Église catholique, il coordonne une distribution tous les jeudis à Renens. En temps normal, celle-ci bénéficie à 130 personnes. Mais là, pas moins de 200 se sont présentées, dont des dizaines ignoraient qu'il fallait s'annoncer à l'avance, contrairement aux habitués. C'est l'effet coronavirus.

«Pas d'autre solution»

«En quinze jours, nous sommes passés de 90 à près de 160 inscrits», observe quant à lui Michel Botalla, coordinateur de Partage Riviera, qui tient deux distributions par semaine à Vevey. Il sort son téléphone, où des dizaines de SMS d'inscription sont autant de bouteilles à la mer. «Ce sont des gens qui avant la crise arrivaient tout juste à joindre les deux bouts. Avec la perte de leur activité ou même le chômage partiel, ils ne s'en sortent plus. Presque tous s'excusent et disent que c'est temporaire.» Parmi eux, des mères de famille seules, des femmes de ménage, des travailleurs précaires et même des prostituées envoyées par des associations de terrain.

Lionel Mastou, lui, est cuisinier. Il fait la queue à Vevey en baskets, short et lunettes de soleil, loin de l'image que l'on se fait d'une personne qui a besoin d'un coup de pouce. Dans un secteur d'activité sinistré, il ne se voit pourtant pas reprendre le travail normalement avant un bout de temps. «À 70%, je gagnais 2'000 francs. Avec le chômage partiel, ça fait 400 francs de moins et il y a toujours le loyer à payer. Je n'avais pas d'autre solution.» Regarder autour de lui permet de garder son aplomb. «Ça fait surtout mal de voir toutes les familles qui viennent ici.»

Dans la file d'attente, peu de gens sont ouverts à parler de leur situation. «Léon» préfère garder l'anonymat. Il raconte quand même qu'il a perdu son job dans un centre d'appels du jour au lendemain, il y a deux semaines. «Je n'ai pas cotisé assez longtemps pour m'inscrire au chômage en Suisse, et en France, c'est la même chose», explique ce frontalier qui a voulu tenter sa chance dans le canton de Vaud. En équilibre instable jusque-là, tout s'est effondré d'un coup. «Mes sous de côté me permettent encore de flotter, mais je n'arrive plus à payer le loyer.»

À Vevey, Michel Botalla explique que les distributions alimentaires bénéficient d'habitude en grande partie à des personnes en situation irrégulière. «Avec la crise, je dirais que 80% des

nouveaux venus sont Suisses ou installés ici depuis longtemps.» Difficile à dire, car parmi les bénéficiaires qui attendent de récupérer des vivres, beaucoup s'expriment à peine en français. Michel Botalla relève que le nombre des habitués a un peu fléchi, par peur de la contamination, mais reste significatif.

Il a mis en place il y a quelque temps déjà, à Vevey, un système de rendez-vous qui permet aux bénéficiaires de venir récupérer leur colis à une heure précise. «Une chance pour éviter les contaminations.» Même ainsi, les distances ne sont pas simples à maintenir, mais au moins, il y a un peu moins de monde en même temps.

À Lausanne, à la distribution hebdomadaire de l'église Saint-Jacques, l'organisation est différente. Mercredi, on pouvait ainsi voir une longue file à l'extérieur du bâtiment, qui s'étirait jusque dans le parc adjacent. Chaque personne maintient ses distances, mais là aussi, les statistiques ne mentent pas: il y a bien plus de monde que d'habitude.

Sentiment d'abandon

«Avec nos économies, on tiendra un mois. Après je ne sais pas ce que nous ferons. L'aide alimentaire, c'est déjà une facture en moins», explique Raphaël Da Cruz, chauffeur de taxi indépendant et père de famille lausannois. Depuis le début du semi-confinement, mi-mars, il n'a plus vu un seul client. Pour ne rien arranger, indépendante comme lui, son épouse n'a également plus d'activité après avoir donné naissance à leur deuxième enfant.

La semaine dernière, le Conseil fédéral a annoncé que les indépendants dont l'activité s'est effondrée à cause de la crise auront droit à l'allocation perte de gain. Raphaël Da Cruz en a entendu parler, mais ignore s'il peut y prétendre. «Je vais me renseigner», promet-il. Mais ces semaines passées en chute libre l'ont marqué: «Je me suis senti comme si j'étais hors de la société, sans aide, alors que je paie mes factures, mes impôts et mes cotisations comme tout le monde.»

Créé: 20.04.2020, 17h17